

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 24 septembre 2024

On ne s'attardera pas plus que cela (lire plus loin) sur le nouveau gouvernement français destiné à poursuivre et amplifier la politique ultraréactionnaire des précédents.

En viendront-ils à l'enfermement psychiatrique préventif à domicile ou en asile?

Europe1 - 13 millions de Français souffrent de troubles psychiques et psychiatriques

La santé mentale est une priorité aujourd'hui. 13 millions de Français souffrent de troubles psychiques et psychiatriques et 40% des 18-24 ans présentent des symptômes dépressifs. Les chiffres sont devenus plus importants au lendemain de la crise. La santé mentale représente près de 23,3 milliards d'euros, soit près de 14 % des dépenses totales de santé alors que la prise en charge des patients semble s'être détériorée depuis trois ans.

Les professionnels appellent à la mise en place d'une véritable politique de prévention face aux troubles du comportement sévères qui augmentent. europe1.fr 23 septembre 2024

J-C - Leur dictature hygiéniste de 2020 à 2022 n'a fait qu'amplifier ce phénomène en frappant particulièrement les jeunes.

Quant au reste, les troubles psychiques ou psychiatriques, du comportement en général, ils sont le produit du malaise social induit par les conséquences de la survie du régime capitaliste, il frappe dorénavant toutes les classes, couches, catégories de la société. Il se traduit par la détérioration de tous rapports sociaux. Ce qu'on rencontre de plus en plus souvent, ce sont des mégalomanes enragés, ils ne vous écoutent pas ou ne vous lisent pas, ils vous aboient dessus, vous chient dessus littéralement ! Alors forcément, cela nous questionne, on se demande qu'est-ce qu'on a bien pu leur faire pour mériter un tel traitement. Rien, on a simplement émis une idée qui les contrariait ou qu'ils ne partageaient pas, c'est suffisant pour qu'ils aient envie de vous flinguer pour un peu, car si vous insistez ils deviennent des fous furieux.

On ne peut pratiquement plus s'exprimer librement sans immédiatement être violemment pris à partie ou faire l'objet d'un procès en sorcellerie, d'un procès d'intention malveillant, pour nous faire taire ou disparaître, nous nuire gravement. On se retrouve ridiculisé, humilié, infantilisé, culpabilisé, infériorisé, diffamé, insulté, exclus, discriminé, banni, jugé coupable sans preuve ni témoignage ni défense ni procès, un tel déversement d'injustice et de haine pourrait être traumatisant pour des personnes mentalement fragiles ou pas préparées à ce genre d'agression. Je me suis livré avec mes proches ou des relations (en France) à quelques expériences, pour voir jusqu'où ils pouvaient aller, et je dois avouer que le mépris ou la méchanceté qu'ils m'ont témoigné m'a beaucoup affecté. A cette occasion je me suis aperçu qu'ils n'en avaient rien à foutre de notre relation, et que la rompre les laisserait indifférents.

Quand Michel Barnier décrète que la santé mentale sera la "*grande cause nationale*" en 2025 de son gouvernement ou de l'Etat, sachant à quel point ils sont malintentionnés envers la population, il a de quoi franchement s'inquiéter pour l'avenir de ce peuple, nos enfants et petits-enfants.

Car, après le lavage de cerveau offert par la société du spectacle et les médias, la paranoïa sanitaire, la névrose météorologique et le refoulement des énergies fossiles, une multitude de conflits et de guerres traumatisantes avec le risque qu'elles dégénèrent en conflagration générale, etc. on se demande si à travers leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, s'ils ne souhaitent pas transformer ce pays en un asile d'aliénés avant de les envoyer à la boucherie ou à défaut de pouvoir y envoyer le peuple, parce qu'ils ne peuvent pas supprimer entre 3 et 6 milliards d'habitants de la planète, en revanche ils peuvent espérer conserver le contrôle du plus grand nombre le plus longtemps possible. Et quant aux récalcitrants, aux résistants, aux opposants à leur tyrannie, ils n'auront qu'à déclarer qu'ils sont fous, et qu'ils doivent être éliminés pour que la sécurité et les intérêts du citoyen « *normal* » soient préservés, gageons qu'ils recevront de nombreux renforts spontanés pour en venir à bout !

La seule thérapie : La lutte de classe et s'organiser, je le rappelle en passant...

Lu.

- Des chercheurs ont découvert que l'interaction entre les humains et les chiens modifie littéralement le fonctionnement du cerveau de l'animal. Il s'avère que lorsque vous fixez les adorables yeux de votre chien, vous ne faites pas que toucher une corde sensible, vous synchronisez le cerveau du chien avec le vôtre.

Advanced Science, a utilisé une technique de pointe appelée dual-EEG pour mesurer simultanément l'activité cérébrale des humains et des chiens pendant qu'ils se livraient à des comportements typiques d'attachement tels que les caresses et le regard de l'un sur l'autre. Ils ont découvert que certaines régions des cerveaux humains et canins se synchronisaient pendant ces interactions, montrant des modèles d'activité coordonnés.

J-C - On s'en doutait quand même un peu, puisque tous les sens sont reliés au cerveau, c'est par ce canal, et sans doute d'autres invisibles ou qu'on n'a pas encore découverts, que se réalise la liaison entre deux cerveaux ou peut-être même uniquement avec le système nerveux de certains insectes qui ne possèdent pas de cerveau.

En revanche on doutera que l'interaction entre les humains des différentes classes modifie littéralement le fonctionnement du cerveau des chiens qui nous pourrissent la vie !

Il leur faut détruire tous les liens de fraternité ou de solidarité qui unissaient les exploités et les opprimés.

Pourquoi Macron et l'extrême centre considèrent-ils la guerre entre les sexes ou entre les hommes et les femmes une priorité ? Parce qu'elle touche aux fondements, à la structure élémentaire, fondamentale, de la civilisation, de la société, de manière à disloquer tous les rapports qu'ils avaient

tissés ensemble, afin de pouvoir les affaiblir et en faire une proie facile, briser leur résistance pendant qu'ils imposeront leur programme économique et politique de nature totalitaire.

C'est un acte désespéré d'un régime aux abois.

Il faut noter que cette stratégie n'intervient pas n'importe quand, elle arrive au moment même où les fondements du capitalisme sont affaiblis, ébranlés, gravement menacés d'effondrement, alors si une révolution politique survenait quelque part dans le monde, elle pourrait ouvrir la voie à une révolution sociale et cela en serait fini avec leur hégémonie de classe, tous leurs privilèges seraient abolis d'un coup et il ne leur resterait plus rien de la fortune qu'ils avaient amassée, leur pouvoir serait réduit à néant, ce à quoi ils ne peuvent évidemment pas se résoudre.

Ils ne savent plus quoi inventer pour tenter d'accroître le taux d'exploitation.

En opposant les femmes aux hommes et en discréditant ces derniers, en les présentant comme des violeurs en puissance (virtuellement en érection aurait dit Freud), en apparence ils visent ce qui permet de les distinguer morphologiquement et biologiquement (et pas que), alors qu'en fait, c'est davantage la division du travail qui a toujours prévalu entre eux qu'ils remettent en cause, pour pousser encore plus loin l'exploitation des femmes, leur faire abandonner toute féminité, l'envie de procréer, au final, atomiser tous les membres de la société, faire en sorte qu'ils se haïssent tous et s'opposent les uns aux autres dans une guerre psychologique et sociale fratricide permanente, ce qui hélas fonctionne assez bien, si j'en juge par ma propre expérience et les témoignages qu'on peut lire ici ou là.

Vous remarquerez que cette voie leur coûte énormément, elle est pour ainsi dire suicidaire, car elle met à mal l'idéologie sociale plusieurs fois millénaires qu'ils avaient adoptée et renforcée (par le biais de la religion) pour structurer les rapports de domination à l'intérieur de la société, sur la base de ceux qui constituaient le fondement de leurs modes d'exploitation ou des rapports de production, ce qui permettait de leur accorder une certaine légitimité tout en garantissant la stabilité. Cela explique aussi pourquoi ils s'attaquent à toutes les religions, tandis qu'ils font preuve de bienveillance envers les sectes.

Emmanuel Macron demande que Laurence Garnier n'entre pas dans le gouvernement de Michel Barnier - BFMTV 20 septembre 2024

Le président Emmanuel Macron a demandé au Premier ministre Michel Barnier, qui doit bientôt annoncer le nouveau gouvernement, que Laurence Garnier, pressentie pour devenir ministre des Familles, ne soit pas nommée, a appris BFMTV ce vendredi 20 septembre de sources concordantes, confirmant une information de France info.

"Le président ne veut pas que la nouvelle équipe détricote ses réformes. Les positions de Garnier sont aux antipodes de ce qui a été défendu par les précédentes équipes", ajoute l'ex membre de l'exécutif.

Soutien de La Manif pour tous, Laurence Garnier, sénatrice Les Républicains (LR) de Loire-Atlantique, s'était opposée à la constitutionnalisation de l'IVG en 2024 et à l'interdiction des thérapies de conversion en 2021.

J-C - Barnier l'a recasé au ministère de la Consommation.

Lu.

- La classe dominante finance autant le pseudo-progressisme LGBT que le conservatisme le plus obscurantiste. Il est très important de conserver une diversité au niveau de l'offre socioculturelle, afin de maintenir une tension dans la société. Il y a plusieurs bénéfices tirés de ces financements, économiques et politiques. Le principal étant de déplacer les débats dans la société hors des sujets qui fâchent, j'entends qui fâchent la classe dominante.

J-C – Sans ce financement, sans le matraquage médiatique incessant, ce mouvement n'existerait pas tout simplement. Dis-moi qui te finance et je te dirai quelle cause ou classe tu sers.

Au fait, où sont passés les antifas depuis le 24 février 2022 et le 7 octobre 2023 ?

Lu, un questionnement sur le Bitcoin.

- Tom Benoît se demande pourquoi l'Autorité des marchés financiers (AMF) a approuvé Binance en 2022, une société dont le siège social est installé aux Îles Caïmans et non déclaré. Il s'interroge également sur la reconnaissance du Bitcoin comme une matière première par la Securities and Exchange Commission (SEC), alors que cette technologie est prétendument inventée par une personne dont l'identité reste cachée. Ces approbations semblent paradoxales, étant donné que le Bitcoin est souvent perçu comme une menace pour les systèmes financiers traditionnels.

Selon l'économiste, le but des États-Unis est de contrôler le futur géant des systèmes alternatifs. En comprenant que le système financier actuel est en déclin, les États-Unis chercheraient à être à l'origine de la prochaine grande innovation financière, soutenue par des investissements américains massifs. Si le Bitcoin était réellement un concurrent sérieux, il serait interdit, affirme-t-il. Cette perspective soulève des questions sur la véritable nature et les intentions derrière l'approbation du Bitcoin par les autorités financières.

Le Bitcoin serait donc davantage une croyance qu'une réalité économique et pourrait être un cheval de Troie, servant à habituer les jeunes aux monnaies numériques, comme le suggère la stratégie de Noam Chomsky. Il a déjà causé des pertes financières importantes et pourrait être utilisé pour rassembler des anti-système sous une même entité, facilitant ainsi leur contrôle. De plus, il détournerait l'attention des actifs tangibles comme l'or ou l'argent physique, en faisant croire qu'ils sont équivalents.

Note de J-C (relevé dans un blog) :

- Tom Benoit est un philosophe et essayiste français, spécialisé dans les relations diplomatiques. Il fait partie des rares personnalités du monde intellectuel à défendre les valeurs du libéralisme. Il affiche clairement un positionnement à droite.

La propagande idéologique russophobe et sinophobe en phase hystérique en France.

Une bande de « chercheurs » sinophobes accuse deux prestigieux musées français de complaisance envers la Chine par Albert ETTINGER - legrandsoir.info 20 septembre 2024

Dans une tribune du journal *Le Monde*, 27 « chercheurs » sinophobes ont diffamé deux des grands musées nationaux français, le musée du Quai Branly-Jacques Chirac et le musée Guimet. Ils les accusent de courber l'échine « devant Pékin » en « effaçant le mot 'Tibet' de leurs collections ».

Les 27 apprentis maccarthystes se sont dits étonnés « de la suppression, dans le catalogue des objets tibétains, du nom "Tibet" au profit de l'appellation chinoise "région autonome du Xizang". » Et d'expliquer que, à leurs yeux, cette « modification n'est que l'application d'une loi en vigueur depuis 2023 en République populaire de Chine et montre bien la volonté que le Tibet [...] doit être rayé des cartes et des consciences, au présent comme au passé ». Car selon eux, « la terminologie employée » au sein des deux musées refléterait « les desiderata de Pékin en matière de réécriture de l'histoire et d'effacement programmé des peuples non han », cela « jusqu'à en perdre aujourd'hui leur propre ethnonyme et celui de leur territoire ancestral. »

On est en plein délire. Mais chacun se ridiculise comme il peut. Nos « chercheurs » sinophobes y réussissent à merveille en étalant aux yeux du monde non seulement leur obsession et leur haine pathologique de la Chine populaire, mais en même temps en révélant un manque flagrant de logique, de connaissances et d'acuité intellectuelle. Essayons donc de leur éclairer un peu la lanterne.

Les 27 sinophobes exigent que les musées refusent d'utiliser le nom chinois officiel de cette région de la Chine. Leur principal argument : les Tibétains perdraient « leur propre ethnonyme et celui de leur territoire ancestral » du moment qu'on remplace la dénomination « Tibet » par l'« appellation chinoise "région autonome du Xizang" ».

L'argument est absurde et stupide à souhait. Voici pourquoi :

1) Si l'appellation chinoise Xizang est bien un exonyme (c'est-à-dire un nom donné à une ethnie par ceux qui n'en font pas partie) Tibet l'est aussi, et à plus forte raison. En effet, comme l'indique la Wikipédia française (qui n'est pas considérée comme une source spécialement prochinoise) : « *En tibétain, le Tibet se nomme Bod (tibétain : བོད; Wylie : bod, THL : bö, dialecte de Lhasa API : pʰøʔʌ, pays).* »

En ce qui concerne l'« exonyme chinois actuel pour la région », il s'agit d'un dérivé métonymique du terme tibétain Tsang (gTsang) correspondant à la région du Tibet central autour de Shigatse.

L'exonyme chinois est donc dérivé directement d'un terme tibétain. En revanche, le « terme Tibet ou Thibet date du XVIIIe siècle », et il s'agit d'« un emprunt du terme sémitique *Ṭībat* ou *Tūbātt*, dérivé du turcique *Töbäd* (littéralement *Hauteurs*). » Tibet est donc un terme qui n'est pas utilisé par les habitants de la région, mais par Occident, et surtout par les colonialistes britanniques qui, en 1903-1904, ont envahi militairement cette partie de la Chine.

De toute évidence, la prédilection des « chercheurs » français pour l'exonyme Tibet ne découle ni de considérations scientifiques, linguistiques ou historiques, ni même de leur sympathie affichée pour des positions ethnocentristes et nationalistes tibétaines (dans ce cas, ils auraient dû plaider

pour l'utilisation du terme Bod), mais simplement de leurs convictions politico-idéologiques réactionnaires et de leur penchant pour l'hégémonie occidentale.

Finalement, la « *tribune* » antichinoise des 27 sinophobes, publiée par *Le Monde* et repris aussitôt par RFI (6) s'est révélée n'être qu'un coup d'esbroufe qui leur a offert une énième occasion de répéter les mensonges habituels d'une prétendue « *occupation* » et « *colonisation* » chinoise et d'intimider le monde de la culture. Car le reproche adressé aux deux musées n'a aucune base factuelle, si l'on en croit la mise au point du Musée Guimet et du Quai Branly publiée par *Le Quotidien de l'art*, mise au point dans laquelle les deux institutions soulignent que le terme Tibet n'a nullement été ôté de leurs cartels ou de leurs catalogues. À Guimet, les calomniateurs ont reproché que « *'monde himalayen' ait remplacé le toponyme Tibet dans les salles qui lui sont consacrées* ». Le musée a répondu que « *l'appellation 'monde himalayen' correspond à une aire culturelle comprenant le Tibet et le Népal. Ce terme englobant ne fait en aucune façon disparaître les termes 'Tibet' ou 'tibétain' qui figurent, notamment, sur les cartels en salles ou sur le site internet du musée* ».

Le Quai Branly pour sa part a assuré qu'il « *utilise l'appellation Tibet dans ses cartels des collections permanentes et n'a jamais cessé d'utiliser cette appellation dans son travail sur les collections* ». « *Le thesaurus de classification des collections conservées par le musée fait apparaître les deux termes (Tibet et Chine)* », ajoute l'institution. [...] Avant de conclure : « *L'intégrité professionnelle et l'autonomie institutionnelle (du musée) ne sont en rien menacées par des intérêts financiers ou politiques* ».

Cette affaire montre cependant qu'elles sont bel et bien menacées par les pressions, le chantage et les calomnies de la part d'atlantistes réactionnaires qui s'attroupent au sein des institutions françaises.

L'allégation que les deux musées « *auraient cédé aux pressions de la Chine* » et courbé « *l'échine devant Pékin* » en appliquant « *une loi en vigueur dans la République populaire de Chine* » suggère que la Chine est cette grande puissance mondiale qui veut imposer sa volonté et ses lois nationales au reste du monde. Rien n'est moins vrai. De toute évidence, les auteurs de la tribune confondent la Chine et les Etats-Unis.

Pour lire intégralement cet article très instructif :

<https://www.legrandsoir.info/une-bande-de-chercheurs-sinophobes-accuse-deux-prestigieux-musees-francais-de-complaisance-envers-la-chine.html>

Chinoiserie.

TikTok supprime les comptes RT et Sputnik - RT 21 sept. 2024

Les comptes de Sputnik Serbie, Sputnik Afrique, Sputnik International, Sputnik Brésil, Sputnik Monde et Sputnik Indonésie sont inaccessibles depuis la matinée de ce 21 septembre. Cette décision, qui concerne RT International également intervient après que les États-Unis ont imposé des sanctions à plusieurs médias russes.

TikTok, propriété de la société chinoise ByteDance, a fait face à une pression croissante de la part des autorités américaines ces derniers mois. En avril, le président Joe Biden avait signé une loi stipulant que le réseau social pourrait être interdit aux États-Unis s'il n'était pas vendu dans un délai d'un an. RT 21 sept. 2024

Impressionnant : La majorité (invisible) est dans la rue !

J-C – Ne vous faites pas de cruelles illusions.

Les manifestations contre le « gouvernement Macron-Barnier » moins importantes que prévu - LePoint.fr/AFP 21 septembre 2024

L'appel avait été lancé par La France insoumise, les Écologistes ainsi que des associations féministes, étudiantes et environnementales, rapporte l'Agence France-Presse (AFP).

Outre LFI, dont la cheffe de file a défilé dans la capitale, les organisations à l'origine de cet appel sont des syndicats étudiants (Union étudiante et Union syndicale et lycéenne), des ONG écologistes (Greenpeace) et féministes (Planning familial, Collectif droits des femmes, Nous toutes) ou encore l'association altermondialiste Attac. Les drapeaux visibles dans le cortège étaient en très large majorité ceux des formations politiques.

LFI avait pour ambition d'« *augmenter la pression populaire* » après une première journée de contestation le 7 septembre, qui avait réuni dans toute la France entre 110 000, selon les autorités, et 300 000, selon les organisateurs, manifestants de gauche. Cependant, les appels ont été peu suivis ce samedi : ils étaient 2 200 à Marseille, selon la préfecture de police (contre 3 500 lors de la précédente journée de contestation du 7 septembre), 400 à Bordeaux, quelque 200 à Angoulême et Nantes, une centaine à Strasbourg... A Paris ils étaient 3 200, selon la préfecture de police. A titre comparatif, le 7 septembre, ils étaient 26 000, selon le ministère de l'Intérieur, et 160 000 manifestants, selon LFI .

« *C'est un gouvernement illégitime. Si la droite avait gagné, la droite aurait gouverné, ce n'est pas la première fois que ça arrive. La caractéristique [de cette équipe], ce n'est pas son orientation, c'est son illégitimité* », a accusé Jean-Luc Mélenchon. LePoint.fr/AFP 21 septembre 2024

J-C - Faux, c'est exactement le contraire qu'il aurait fallu déclarer, puisque la droite a plus de députés que le NFP, et de plus elle peut compter sur le soutien de l'extrême droite. Par conséquent, ce gouvernement est légitime puisqu'il est conforme à la majorité relative qui s'est dégagée des dernières élections législative. En revanche, on ne peut pas affirmer que son orientation serait légitime, puisqu'elle va à l'encontre des intérêts de la majorité de la population.

Mélenchon sanctionne les hommes, mais pas les idées qu'ils portent, peut-être parce qu'il partage leur idéologie, là je fais l'idiot, car c'est un lieu commun !

Lu.

- Geoffroy Roux de Bézieux, ancien président du MEDEF, a publié ce vendredi (30 août) sur LinkedIn une photo où il s'affiche le poing levé aux côtés de Fabien Roussel et Bernard Thibault à la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. Quelques jours plus tôt, le dirigeant du PCF a été vivement applaudi aux rencontres d'été du MEDEF.

Du côté de Fabien Roussel, cette cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques a comme un goût de prolongation de la REF, Rencontre des entrepreneurs de France, les journées d'été du MEDEF, où il a été très applaudi pour sa défense de la « *valeur travail* » quelques jours plus tôt. « *Nous avons une ambition commune, un projet partagé, celui de remettre le travail au cœur de la société* » a-t-il déclaré dans son intervention, rapportée par Challenges, magazine patronal enchanté du discours du pseudo « *communiste* », qui a par ailleurs évoqué son amitié pour le milliardaire Gérard Mulliez.

J-C - Qu'avons-nous à voir avec ces gens-là ? Rien, ils figurent parmi nos ennemis.

Situation politique en France.

Séance d'hypnose offerte par Barnier, à 20 heures sur France 2, dimanche 22 septembre 2024.

- « *Il n'y aura pas de polémique avec le chef de l'Etat, c'est l'intérêt du pays* » (Cela ne risque pas, puisque Macron n'a aucun pouvoir... et lui non plus ! - J-C)

- "*C'est l'intérêt du pays. Il faut aussi cet esprit de compromis positif, dynamique*" avec le président. (... et forcément négatif avec les gueux, mais il s'en tape ! - J-C)

- "*Moi ce qui m'intéresse, c'est de créer une ambiance qui permettra à toutes les énergies de s'exprimer.*" (Quelle entrée en matière ! La lumière se compose de matière et d'énergie, mais que voit-on généralement, la lumière, ce qui est bien commode lorsqu'on se livre à un exercice qui consiste à créer une "ambiance"... afin de mieux en camoufler la matière invouable qu'elle transporte. - J-C)

- Il a notamment promis de "*prendre le temps d'améliorer la réforme des retraites*" avec "*les partenaires sociaux*". La retraite portée à 64 ans "*ce n'est plus un marqueur*" parce que « *le cadre financier [doit être] préservé* ». (Dans une interview, il avait indiqué qu'il aurait voté cette réforme scélérate, donc il n'y a rien à négocier. Reste à voir comment il rétribuera la participation des dirigeants corrompus des syndicats à cette mascarade. - J-C)

- "*Ce gouvernement sera républicain, progressiste et européen*", a également promis le chef du gouvernement devant ses ministres. (Républicain au sens de LR. Quant à « *Progressiste et européen* », ils forment un oxymore puisqu'ils sont incompatibles. - J-C)

- "*Notre travail est de faciliter la tâche des entreprises*", a jugé Antoine Armand, nouveau ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. (Qui en douterait ? - J-C)

- "On ne redresse pas les finances publiques d'un pays sans redresser sa compétitivité", a suggéré Laurent Saint-Martin, nouveau ministre du Budget. (Il voulait dire piller les finances publiques au profit des milliardaires, des entreprises multinationales ou transnationales principalement. - J-C)

- «*Je voudrais aussi m'attaquer à un sujet qui coûte beaucoup d'argent, qui est celui de la fraude fiscale bien sûr, mais aussi de la fraude sociale* ». (Sinon comment voudriez-vous que le ruissellement vers le haut fonctionne, si on ne récupère pas du fric de ces salauds de pauvres ! - J-C)

- Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur : « *J'ai trois priorités : rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre* » (A bas l'ordre établi suffira ! - J-C)

"*Que nous a dit le peuple souverain, notamment au premier tour des élections législatives ? Il nous a envoyé un message que nous devons entendre (...) Il est clair : les Français veulent plus d'ordre, d'ordre dans la rue, d'ordre aux frontières.*" "*Nous devons avoir le courage de la fermeté*", ajoute-t-il. (Nous souhaitons bien du courage à ceux qui ne s'étaient pas encore aperçus ou qui n'iaient qu'on vivait sous une dictature ou un régime tyrannique. - J-C) francetvinfo.fr lemonde.fr 22 et 23 septembre 2024

Un régime qui à la caution de l'extrême droite.

Le vice-président du RN Sébastien Chenu sur BFMTV/RMC a confirmé que son parti ne censurerait pas "*avant d'avoir vu le budget, c'est-à-dire les grandes orientations traduites de façon très concrète*".

L'allié du RN Éric Ciotti a confirmé également que son groupe ne voterait pas de censure dès la déclaration de politique générale le 1er octobre. BFMTV 23 septembre 2024

Un gouvernement de larbins !

Le gouvernement Barnier, entre continuité macroniste et droitisation - LePoint.fr 22 septembre 2024

« *Je cherche des poids lourds, des gens d'expérience.* » Voilà ce que répétait Michel Barnier à ses interlocuteurs consultés en vue de la composition de son gouvernement, ces derniers jours. Le premier ministre avait probablement mis la barre trop haute. Après avoir essuyé un nombre important de refus, à gauche comme à droite, l'ex « *M. Brexit* » a dû se rabattre sur des personnalités majoritairement sans poids politique ni notoriété auprès des Français. Des seconds couteaux, inconnus ou presque, inexpérimentés voire totalement novices quant à leur portefeuille ministériel. « *Il a fait les fonds de tiroir !* », se récrie un proche de l'Elysée. « *Surréaliste* », lâche un haut-gradé de l'Assemblée, « *terrifiant* », se désole un ex-ministre proche d'Emmanuel Macron.

Barnier, un fanatique de l'UE spécialiste en tripatouillage institutionnel.

J-C – Sans plaisanter, il est plus mafieux ou pourri encore que Macron.

"Il n'y a pas de mandat du non" : quand Barnier réagissait au vote des Français contre le TCE en 2005 - marianne.net 06/09/2024

« *Il n'y a pas de mandat du non* », allait-il jusqu'à déclarer le 30 mai 2005, au lendemain du vote contre le Traité constitutionnel européen (TCE)... laissant augurer au passage un possible contournement de la souveraineté populaire qui venait tout juste de s'exprimer dans les urnes.

Michel Barnier votera « *oui* » lors du référendum du 20 septembre 1992 visant à ratifier le texte préalablement signé par le président de la République François Mitterrand. « *Une deuxième fois* » même, pour Michel Barnier, puisque le 13 mai précédent, il était déjà l'un des cinq députés RPR à avoir voté pour la réforme de la Constitution préalable à la ratification des accords de Maastricht à l'Assemblée nationale, appelant la droite à faire passer « *l'intérêt de la France et de l'Europe* » avant un « *réflexe d'opposition au pouvoir* ».

Alors, sans surprise, quand le président de la République Jacques Chirac décide de soumettre le TCE au vote des Français, celui qui est devenu ministre des Affaires étrangères est l'un des plus fervents partisans du « *oui* ». Mais lors du référendum du 29 mai 2005, c'est bien le « *non* » qui l'emporte à 54,67 %.

Au lendemain du rejet du traité par le peuple, Michel Barnier était invité à réagir au vote des Français sur la chaîne LCI. « *Cette Constitution tentait de régler des problèmes qui restent posés, et il faudra bien les régler. Si cette Constitution n'existe pas, il faudra la réinventer d'une manière ou d'une autre* », déclarait-il dès le début de cet entretien. De quoi laisser entendre qu'un contournement de la souveraineté populaire était possible, moins de 24 heures après le scrutin...

« *Vous dites que vous allez "détricoter" le texte, va-t-on essayer d'en réutiliser certains aspects ?* », l'interrogeait alors le journaliste en plateau. « *Je ne sais pas comment les choses vont se passer, nous ne pourrions pas renégocier ce texte demain ou après-demain alors que nous venons de passer trois ans, et même une dizaine d'années en tout, à travailler sur ces questions. Ce que je sais, c'est que ces questions restent posées* », répondait alors le ministre des Affaires étrangères avant de se lancer vivement dans une liste d'interrogations non résolues, comme si le temps de la campagne était encore en cours.

Et d'ajouter à l'issue d'une campagne où il s'est montré particulièrement actif pour défendre le « *oui* » en multipliant les réunions publiques : « *Toutes ces questions, si nous n'avons pas la Constitution, resteront des questions, mais il n'y aura pas les réponses.* » Pas un hasard si, en 2008, Michel Barnier soutiendra la ratification du Traité de Lisbonne de 2007... Un texte qu'il présentera en juin 2008 sur iTélé comme « *né de l'échec de la Constitution* » mais qui « *n'est pas le même texte* » selon lui. Et tant pis s'il reprend la grande majorité du TCE rejeté dans les urnes par les Français en 2005...

S'il se présentait comme « *un citoyen déçu* » au lendemain du référendum, ce 30 mai 2005, Michel Barnier assurait pourtant à la télévision « *prendre acte du vote du peuple français* », estimant même que celui-ci « *a raison dans le vote qu'il vient d'exprimer* ». « *Il faut tenir compte de ce vote et des leçons que nous pouvons en tirer* », promettait-il encore.

C'était avant qu'il ne se lance dans une tentative d'explication du résultat des urnes. « Les Français ont répondu avec un seul bulletin de vote à plusieurs questions à la fois », avançait-il, en faisant notamment allusion au contexte social. Et de résumer : « Toutes ces questions étaient mélangées et il n'y avait qu'une seule réponse ». De quoi lui permettre d'affirmer juste après : « *Il n'y a pas de mandat du "non". Si vous cherchez ce qu'il y a dans le "non", vous verrez qu'il y a beaucoup de contradictions.* ». Les Français étaient sans doute trop bêtes pour comprendre le sens du projet européen néolibéral... marianne.net 06/09/2024

J-C - Ce en quoi il n'avait pas totalement tort, car si vous enleviez les voix acquises aux souverainistes ou plus nombreuses influencées par eux, c'est le « *oui* » qui l'aurait emporté, et parmi ceux qui avaient voté « *non* », il y avait ceux qui étaient pro UE, et ceux qui étaient contre, une minorité, mais bon il ne fallait surtout pas le préciser à ceux qui ne se sont pas gênés pour instrumentaliser le « *non* », stupidement, puisque cela n'a débouché sur rien, comme d'habitude. Ils ont fait croire en une « *grande victoire* » distillant les illusions habituelles, à les entendre « *on allait voir ce qu'on allait voir* » ensuite, vous parlez, que dal en réalité ! Ils ne comprennent pas pourquoi ils n'ont aucune crédibilité, et bien ceci explique cela.

En complément :

- Michel Barnier fut membre du groupe Amato, qui rédigea le projet modificatif du traité de Lisbonne.

Le groupe Amato fut composé de personnalités politiques chargées par la présidence allemande de l'Union européenne, avec l'appui de la Commission européenne, de proposer une nouvelle base de discussion, une réécriture de la Constitution européenne, pour sortir de la crise née du rejet par deux États, par référendum, et de l'hostilité affichée par deux ou trois autres États membres vis-à-vis du traité de Rome de 2004. Le groupe a remis ses travaux le 4 juin 2007, ces derniers sont très proches du traité modificatif adopté le 23 juin 2007 à Bruxelles. Wikipédia.

Barnier : Le Premier ministre français de l'Union européenne.

Le HuffPost - Parmi ces domaines « *réservés* », il n'est pas étonnant de retrouver tout d'abord les affaires européennes. Alexis Kohler a effectivement annoncé que le nouveau ministre délégué à l'Europe, Benjamin Haddad (Renaissance), sera désormais rattaché à Matignon, en plus du quai d'Orsay, comme habituellement.

Une façon pour Michel Barnier, ancien négociateur du « *Brexit* », de garder un œil sur des enjeux qui lui sont chers, malgré le souhait d'Emmanuel Macron de garder la main sur les sujets internationaux. Comme une sorte de continuité pour cet europhile convaincu, ancien eurodéputé, commissaire européen à deux reprises, ou ministre chargé des Affaires européennes (sous Jacques Chirac).

Au-delà de cet attrait personnel, le choix est d'autant plus significatif dans la période actuelle, que le gouvernement français a des épreuves à passer devant la Commission européenne. Il doit effectivement lui présenter rapidement son plan de réduction du déficit, après avoir réclamé un premier délai début septembre sur fond de nouveau dérapage des comptes.

C'est donc dans ce contexte périlleux que Michel Barnier a fait le choix de récupérer dans son escarcelle le ministère du Budget. Traditionnellement, le garant des comptes publics (en

l'occurrence Laurent Saint-Martin, un ancien député macroniste) est à Bercy, avec le ministre de l'Économie et des Finances (désormais Sylvain Armand, un élu Renaissance). C'était le cas avec le duo Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ou avec Gabriel Attal et Olivier Dussopt avant lui.

Cela ne le sera plus. Objet de « *tractations* » jusqu'à la dernière minute, selon *Le Monde*, cette partition est une façon, pour le Premier ministre, d'avoir une prise conséquente sur l'élaboration du budget 2025, la priorité numéro un dans un contexte de dérapage budgétaire et de croissance atone. Le HuffPost 23 septembre 2024

Santé.

Comme la vaccination forcée ne fonctionne pas sur le long terme, ils passent à l'auto-vaccination en espérant avoir plus de succès !

Les Etats-Unis autorisent un vaccin contre la grippe à s'administrer soi-même - franceinfo/AFP 210 sept. 2024

Le vaccin, sous forme de spray nasal, sera disponible à partir de l'automne 2024, a précisé le groupe pharmaceutique AstraZeneca. franceinfo/AFP 210 sept. 2024

L'hydroxychloroquine fournit un effet bénéfique dans la prévention de la Covid-19, selon une vaste étude randomisée. - France-Soir 16 septembre 2024

L'intelligence collective et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans l'appréciation et l'évaluation des études scientifiques. Cela a permis de faire la réfutation (« *debunk* ») de l'étude sur l'hydroxychloroquine parue le 22 mai 2020 dans la revue de renom *The Lancet*. Ou encore celle de l'étude frauduleuse Pradelle et al. parue ce 2 janvier 2024 et rétractée huit mois plus tard par le rédacteur en chef de la revue.

Les médias mainstreams sont prompts à sélectionner et à promouvoir les articles scientifiques visant à décrédibiliser les traitements précoces, tel celui de Pradelle-Lega qui concluait faussement que « *17000 personnes auraient pu mourir de la prise d'hydroxychloroquine.* » D'un calcul hypothétique établi sur un modèle et des données fabriquées, dans l'étude, c'était quasiment devenu une affirmation dans les médias, contribuant ainsi à la désinformation générale du public. Pour la plupart, les médias n'ont pas parlé de la rétractation. Non seulement le mensonge prend l'ascenseur, mais quand des données viennent contredire les mensonges des médias, ces derniers faillissent à leur mission de corriger l'information.

Cependant, la vérité sur les traitements précoces et leur efficacité se fait de plus en plus présente.

<https://francesoir.fr/societe-sante/l-hydroxychloroquine-fournit-un-effet-benefique-dans-la-prevention-de-la-covid-19>

Information : Les médias citoyens prennent le pas sur les mainstream. Illustration avec le non-respect de la déontologie journalistique des mainstream. - France-Soir 17 septembre 2024

Le Monde, L'express, Le Point, Libé confondent journalisme et propagande suite à la rétractation de l'étude frauduleuse Pradelle-Lega – « *Non il n'y a pas 17 000 morts de l'hydroxychloroquine* ». Alors que les autres médias n'évoquent même pas la rétractation, laissant planer la pollution informationnelle.

« *16 990 morts pourraient être morts de l'hydroxychloroquine* » « *une estimation basse* », combien de Français ont-ils été exposés à cette fausse information entre le 2 janvier 2024, date de la publication d'une étude frauduleuse et le 22 août 2024, date de sa rétractation par le rédacteur en chef ?

<https://francesoir.fr/opinions-tribunes-societe-science-tech/information-les-medias-citoyens-prennent-le-pas-sur-les>

J-C - Le pire, c'est que ce sont principalement, pour ne pas dire exclusivement hélas des acteurs de droite ou d'extrême droite qui s'emploient à défendre la vérité dans ce domaine capital qu'est la santé de la population, et à l'informer des graves dérives des médias mainstream, alors que ce devrait être au mouvement ouvrier de s'y coller, hormis quelques organisations marginales, toutes ont démissionné ou sont corrompu.

Un agriculteur contraint de vendre son exploitation à cause d'une antenne relais - France-Soir 19 septembre 2024

L'exploitant témoigne en affirmant que sa « *production a chuté de 15 000 à 800 œufs par jour* ». « *À la fin du mois de mars, les travaux étaient terminés et dès avril j'ai constaté une diminution de ma production* », vient-il à préciser.

Malgré l'intervention d'un vétérinaire, rien ne semble pouvoir être fait, le professionnel « ne trouve rien » qui pourrait expliquer le phénomène. C'est la venue d'un géobiologiste, au mois de juillet, qui va permettre de soulever un doute sur la présence de cette antenne. L'agriculteur décide alors de questionner le gestionnaire de l'antenne pour en avoir le cœur net.

« *On m'a dit que l'antenne n'avait été mise en route qu'au cours du mois de juin, le 12 précisément. Mais, moi, je l'entendais bien avant ! Des essais ont été réalisés dès la fin mars. De source non officielle, je sais que ces antennes sont poussées au maximum avant, pour être testées* », souligne-t-il encore auprès du Perche.

Pour trouver une solution, il prend le parti de contacter l'association nationale Animaux sous Tension. Malgré ce contact et la création d'un collectif dans le but d'interpeller les élus locaux, l'exploitation ne survit pas à ses pertes économiques et l'exploitant la revend entièrement en 2023. Curieusement, en revendant ses poules à un collègue localisé à quelque 15 km plus loin, celles-ci se seraient remises à pondre normalement. De quoi démontrer la bonne foi du professionnel.

<https://francesoir.fr/societe-emploi/un-agriculteur-contraint-de-vendre-son-exploitation-cause-d-une-antenne-relais>

Allemagne.

En Allemagne, le parti d'Olaf Scholz remporte de peu un scrutin régional face à l'extrême droite - franceinfo/AFP 22/09/2024

Le SPD est crédité de 31 à 32% des suffrages dans le cadre de ce vote dans le Brandebourg, contre 29 à 30% pour le parti de l'AfD.

Sri Lanka.

Le candidat de gauche remporte la présidentielle au Sri Lanka - lesechos.fr 22 sept. 2024

Les électeurs sri-lankais ont élu Anura Kumara Disanayake lors de l'élection présidentielle, qui s'est tenue samedi, et dont les résultats ont été publiés dimanche. Avec 42,3 % des bulletins, le candidat de la gauche a battu Sajith Premadasa, le leader actuel de l'opposition (32,7 % des voix) et Ranil Wickremesinghe, le président sortant largement battu (17,2 %). « Avec un tel résultat, le désir de changement exprimé par le peuple est clair », a réagi auprès des « Echos » Harini Amarasuriya, députée et proche de Disanayake.

A 55 ans, « AKD » a fait campagne en promettant de débarrasser le pays de la corruption et de rétablir la justice fiscale après les plans d'austérité mis en place par Wickremesinghe. Son programme a séduit les Sri-Lankais, essorés par une crise économique qui dure depuis cinq ans.

Origines modestes

Sa victoire marque un tournant majeur dans l'histoire du pays. C'est la première fois qu'un parti autant marqué à gauche remporte la présidentielle. Depuis l'indépendance du pays, deux partis nationalistes et libéraux - hormis quelques partis issus de scissions et de gouvernements de coalition - se relayaient au pouvoir à Colombo.

D'origine modeste, AKD a un profil différent des autres candidats. Né à la campagne dans une famille pauvre, loin de la capitale et de ses milieux d'affaires, il a rejoint très jeune le JVP, un parti marxiste-léniniste, qui menait une rébellion armée très violente à la fin des années 1980. Depuis, la formation a abandonné la lutte armée et s'est convertie à l'économie de marché, s'éloignant du communisme pour se rapprocher davantage de la social-démocratie. AKD, lui, a pris la tête du parti en 2014 et s'est appliqué à faire oublier le passé violent de sa famille politique pour conquérir les électeurs. Il reste cependant assez marqué à gauche.

Mesures immédiates

En 2019, il a formé, avec d'autres partis et des acteurs de la société civile, le National People's Power (NPP), une plateforme destinée à rassembler les électeurs de gauche contre la caste politique corrompue qui dominait à Colombo depuis plusieurs décennies. Assez réduite à ses débuts, lors de la présidentielle de 2019, il ne récolte que 3 % des voix. Il ne fait guère mieux un an plus tard aux législatives, où le JVP n'obtient que trois sièges, la popularité du NPP a explosé à la faveur de

l'Aragalaya - ce mouvement populaire ayant conduit à la fuite et la démission de l'ex-président Gotabaya Rajapaksa à l'été 2022.

La victoire d'AKD est une revanche pour tous ceux qui avaient mené l'Aragalaya. Car après la fuite de Rajapaksa, c'est Ranil Wickremesinghe, un vieux briscard de la politique - déjà six fois Premier ministre - qui avait pris les rênes du pays grâce au soutien des Rajapaksa. Cet épisode a été vécu comme une trahison par une partie de l'électorat sri-lankais, laquelle aspirait à une réelle alternance politique après des années de gestion économique calamiteuse et entachée par la corruption.

On connaît déjà les contours du programme du NPP. Le parti a promis de réduire la TVA, qui avait été rehaussée à la suite du plan d'aide négocié par Ranil Wickremesinghe auprès du Fonds monétaire international. Des produits de première nécessité devraient en être exemptés pour soulager les ménages les plus concernés par l'inflation. Le NPP prévoit de sortir les Sri-Lankais les plus modestes de l'impôt sur le revenu. Dissanayake a aussi fait savoir qu'il comptait renégocier les termes de l'accord avec le FMI. lesechos.fr et AFP 22 sept. 2024